

Synthèse du colloque

Intégrations régionales et défis énergétiques. Une comparaison, Europe, Amérique du Sud et Asie du Sud Est 31 mai 2013

I. Intégrations régionales et stratégies énergétiques et infrastructurelles

Intégration régionale et enjeux énergétiques à l'échelle des villes européennes

Gilles Lepasant a traité du rôle des villes dans la mise en œuvre de la politique énergétique et de l'impact sur la gouvernance territoriale. Les villes prennent de plus en plus d'initiatives non seulement pour réduire la consommation d'énergie mais également pour produire de l'énergie. Les innovations technologiques dans le domaine des énergies renouvelables, en particulier dans le solaire et la biomasse, et le passage d'un système centralisé à un système plus décentralisé représentent une opportunité pour les acteurs locaux. Cependant de nombreuses incertitudes pèsent sur le développement des énergies renouvelables et en particulier sur la biomasse en raison de conflits sur les critères de « soutenabilité ». Les directives européennes constituent le deuxième facteur explicatif de la montée en puissance des villes car elles permettent de créer des outils permettant l'articulation entre modèles et territoires (ex. PPA, SRCAE, ZAPA). Cette situation nouvelle implique un renforcement des logiques métropolitaines et requiert une nouvelle gouvernance à l'échelle des territoires. On assiste ainsi à une sorte de régulation par le bas qui incite à une recomposition du rôle de l'Etat qui doit donner de la cohérence entre les différentes politiques, avoir un rôle d'accompagnateur, être garant de la cohésion des territoires et faciliter la diffusion des bonnes pratiques. Cette redéfinition des équilibres institutionnels se retrouve à tous les échelons de la gouvernance.

L'autoroute Interocéanique entre stratégies d'entreprises et programmes infrastructurels

Alvaro Artigas a montré les opportunités et contraintes que représente la construction de l'autoroute Interocéanique en Amérique du Sud. En raison de la réorientation des flux commerciaux vers l'Asie, le Brésil a un intérêt tout particulier pour créer un accès direct au Pacifique et favoriser les investissements directs étrangers dans le pétrole et le gaz. Ce projet a généré de nouvelles formes de régulation : la création d'une agence de promotion au Pérou en charge de développer l'infrastructure, des partenariats publics-privés, la mise en place d'évaluations des impacts environnementaux et sociaux, le développement de plans d'infrastructures. Cependant le développement de telles infrastructures souffrent de plusieurs insuffisances. Plusieurs projets d'infrastructures routières ont été lancés par l'IIRSA mais n'ont jamais abouti. Le développement de tels projets manque de planification et de priorisation. La question de l'évaluation et de la coordination de ces projets pose problème en raison de la dispersion des compétences. Les coûts sont sous-évalués et les projets de développement d'infrastructures se trouvent en concurrence (route, port, ferroviaire). Et au final, l'autoroute Interocéanique est inadaptée : elle ne répond pas aux besoins de l'industrie agro-alimentaire qui a soutenu le projet : elle ne dispose que de deux voies incapables de recevoir les grands camions utilisés par l'industrie agro-alimentaire ! Cet exemple pose question sur l'avenir des autres projets de développement infrastructurel en Amérique du Sud.

Transitions énergétiques et intégration régionale dans la diversité des sentiers de la croissance

Silvina Carrizo et Sébastien Velut ont présenté les profils énergétiques très diversifiés des pays d'Amérique du Sud et les difficultés d'intégration énergétique. La consommation énergétique augmente dans tous les pays et tout particulièrement au Brésil. La plupart des pays d'Amérique du Sud

disposent de ressources plus ou moins importantes en hydrocarbures et en hydro-électricité. Chaque pays s'est fixé des objectifs en termes de diversification du mix énergétique en intégrant les énergies renouvelables non conventionnelles et conventionnelles. Les énergies renouvelables se développent et peuvent devenir compétitives mais tout dépend des tarifs et de la présence d'hydrocarbures. Néanmoins la notion de transition énergétique prend des acceptions très différentes selon les pays en fonction des trajectoires et des besoins énergétiques nationaux. Les pays d'Amérique du Sud n'ont pas d'engagement relatif à la réduction des émissions de CO₂. Ils visent à développer les hydrocarbures dont les ressources sont importantes et l'hydro-électricité afin de générer des complémentarités. L'intégration régionale des infrastructures et de l'énergie est l'objectif prioritaire. Mais pour l'instant elle est confrontée à d'importantes difficultés : les normes techniques sont différentes d'un pays à l'autre ; les normes, les réglementations et les marchés sont différents ; les systèmes nationaux ne sont pas intégrés et reflètent le poids des intérêts économiques (miniers en particulier) qui ne sont pas favorables à une intégration plus poussée ; les pays explorent assez peu les solutions alternatives ; la problématique environnementale est relativement négligée. Les projets d'intégration énergétique en cours, dans lesquels le Brésil joue un rôle central, répondent d'abord à des intérêts nationaux et à celui des multinationales. L'intégration régionale ne représente pas le moteur de la transition énergétique.

L'ASEAN: Ambitions de Développement et d'Intégration Régionale a long terme

Jean Pierre Verbiest a inscrit la problématique énergétique dans la perspective de l'ASEAN qui regroupe 10 pays. Ce projet politique et économique commun repose sur la création d'une communauté économique qui représente déjà aujourd'hui une zone de production intégrée. Cette intégration permet d'optimiser les productions sur un territoire plus large et représente un facteur d'unité. Cette communauté vise également à unifier les tarifs douaniers, à développer des infrastructures et à réduire les inégalités sociales. Pour maintenir des taux de croissance de 5 à 6.5% au sein de l'ASEAN, l'énergie est un facteur central. Cependant la problématique énergétique est absente de l'approche régionale. Or, si les projections à 2030-2035 présentent l'Asie comme le plus grand consommateur d'énergie, elles révèlent aussi que l'Asie est déficiente en énergie. Pour l'instant le pétrole et le charbon représentent 65% de la consommation et vont continuer à jouer un rôle central. Le problème de l'Asie est donc lié à la très forte dépendance aux hydrocarbures qu'elle importe en grande partie. Le potentiel d'hydro-électricité est considérable mais est potentiellement porteur de conflits entre les pays traversés par le Mekong car le fleuve est également une ressource importante pour l'agriculture. Le développement des centrales au charbon et des barrages est confronté à une forte résistance sociale. Les énergies renouvelables représentent une faible part du mix énergétique. Cette situation de grand consommateur et de grand importateur d'énergie soulève plusieurs défis en termes de sécurité énergétique en raison des besoins de financement énormes pour les infrastructures, du manque d'interconnexion au niveau de l'Asean, du manque de contrôle de la demande et du manque de standards environnementaux et énergétiques communs (efficacité énergétique des bâtiments). Par ailleurs les conflits en Mer de Chine du Sud entre la Chine, le Viet Nam, les Philippines et la Malaisie et les conflits sur les barrages hydro-électriques représentent deux risques géopolitiques importants pesant sur la sécurité politique et régionale de l'ASEAN.

II. Transitions et équité énergétiques

Energy transitions and EU governance of the energy mix

Joseph Szarka a montré comment différents modèles de gouvernance, le premier piloté par l'Etat, le second par le marché et le troisième par la géopolitique, peuvent influencer la transition énergétique. Il renvoie également à la question de savoir si la politique supra-nationale représente un moteur ou un frein à la transition énergétique. Par exemple, selon les modèles de gouvernance la transition énergétique ne suivra pas les mêmes trajectoires : si le discours politique de la décarbonisation domine, la trajectoire de la transition énergétique sera choisie ; si en revanche le gaz est envisagé le discours est dominé par les fournisseurs et la trajectoire sera différente. Selon la prévalence de tel ou tel discours sur la place des énergies fossiles, les objectifs de transition énergétique varient et peuvent même accroître la concurrence entre les différentes sources d'énergie qui à leur tour influencent le choix du mix énergétique.

"Developing an ASEAN power grid: myth or realities"

Ruth Banomyong a mis en perspective les résultats d'un projet de recherche sur la supply chain énergétique en Thaïlande pour montrer la difficulté de l'intégration régionale en matière énergétique en raison de la géographie de l'ASEAN (un groupe de pays continental, et un groupe de pays maritimes) et des intérêts disparates de chacun des membres. Le plan d'action de l'ASEAN vise à développer une coopération énergétique d'ici à 2015 mais les orientations sont loin d'être claires en termes d'interconnexion, de technologies propres, d'efficacité énergétique et de sobriété énergétique. La supply chain de l'énergie comprend trois dimensions : la transmission et la distribution ; la sécurisation de l'approvisionnement et les questions de gestion. La difficulté est de choisir les bons emplacements pour les installations énergétiques (stockage, centrales, réseaux) et les bons modes de transport (pour l'approvisionnement en charbon en particulier) pour optimiser la sécurité énergétique. Mais ce choix pose d'importants problèmes politiques, économiques, environnementaux et sociaux d'abord en amont de la production mais également en aval. Cet aspect soulève la question de la qualité des réseaux et de leur interconnexion qui cependant reste encore déficiente au sein de l'ASEAN.

Les défis de l'efficacité et l'équité énergétiques en Amérique du Sud

Silvina Carrizo et Sébastien Velut ont conclu le colloque en abordant la question de savoir si le processus d'intégration énergétique pouvait être favorable ou non à l'efficacité et à l'équité énergétique. Le constat qu'ils tirent est que l'inefficacité énergétique est commune à tous les pays d'Amérique du Sud en raison de l'omniprésence du transport routier (75% des produits sont transportés par camions), du gaspillage industriel et résidentiel, des pertes techniques et non techniques et du manque de normes sur les performances énergétiques. Les pertes cumulées varient de 4% au Chili à près de 50% en Equateur. L'Amérique du Sud est donc confrontée à une grande vulnérabilité énergétique avec des coupures fréquentes. En outre la problématique énergétique ne se pose pas de la même façon pour tous les consommateurs qui vivent dans des conditions très contrastées avec des besoins différents. Ce qui aboutit à des tensions : en raison de la dispersion des populations et des « trous » dans le réseau, un grand nombre d'habitants ne sont pas connectés. Quand ils ne sont pas connectés, les consommateurs recourent à des connexions illégales, dangereuses pour les individus et pour la stabilité des réseaux. Ces systèmes alternatifs sont bien implantés dans les quartiers informels où la régularisation est rendue complexe car les habitations n'existent pas légalement. Tous les pays ont développé des politiques publiques pour élargir l'accès à l'énergie. Ces programmes s'adressent principalement aux populations isolées et aux quartiers pauvres des villes. Les subsides d'Etat aux tarifs sont assez largement développés mais paraissent peu équitables dans la mesure où ils ne sont pas corrélés aux revenus mais se justifient par l'accès à l'énergie comme droit fondamental. Au sein de l'UNASUR, l'intégration énergétique est perçue comme un moyen de promouvoir le développement social et économique et d'éradiquer la pauvreté. Il s'agit de promouvoir l'universalisation de l'accès à l'énergie pour tous les citoyens. Or, pour l'instant les grands projets d'infrastructures énergétiques visent principalement à connecter les appareils productifs plutôt qu'à permettre l'accès à l'énergie pour tous. Il s'agit d'une politique de l'offre au détriment des populations. En outre la précarité énergétique est beaucoup liée à l'inefficacité des modes de consommation domiciliaires : le logement et les équipements du logement renforcent le problème d'accès et de coût de l'énergie pour les ménages. Cependant ces éléments systémiques ne font pas l'objet de politiques.